

Le Sommet de l'UA s'ouvre autour du débat sur le financement du budget

PANA, 03 juillet 2017 Addis-Abeba, Ethiopie - Le 29^eme Sommet de l'Union africaine s'est ouvert lundi à Addis-Abeba, en Ethiopie, sur des appels au silence des armes et la lutte contre le fléau du terrorisme en Afrique. Le Sommet a entendu l'allocution du nouveau président de la Commission de l'Union africaine, l'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Tchad, Moussa Faki Mahamat, qui a informé sur les mesures qu'il a prises depuis sa prise de fonction et appelé à des actions visant à réduire les tensions en Afrique et à lutter contre le terrorisme.

Il a également informé le Sommet de la transmission du pouvoir par le président tchadien Idriss Deby à son homologue guinéen Alpha Conde et de sa propre prise de fonction à la suite de la Sud-africaine Nkosazana Dlamini-Zuma. M. Faki a déclaré que la Commission a aussi signé un accord avec l'ONU sur la coordination des actions visant à faire face aux initiatives de paix et de sécurité. Le président guinéen, Alpha Condé, a évoqué les mesures qu'il a mises en œuvre au cours des six derniers mois. Le président de la Gambie, Adama Barrow, qui a aussi pris le pouvoir après l'intervention de l'UA et des chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en janvier, a participé au Sommet de l'UA pour la première fois. Le Sommet devrait approuver un nouveau budget pour la Commission de l'UA et discuter de l'adoption d'une position africaine commune sur les migrations qui sera discutée lors du sommet UA-UE en Côte d'Ivoire en novembre. Les dirigeants africains ont approuvé une décision historique en juin 2016 pour mettre en œuvre un prélèvement d'importation de 0,2 pc pour financer l'organisation. À l'heure actuelle, la Commission de l'UA et le Secrétariat permanent ont reçu seulement 67 pc des cotisations des 54 États membres. Le 29^eme Sommet devrait discuter et approuver un nouveau système de contributions accessibles à chaque Etat membre après la réadmission du Maroc en tant que 55^eme membre. Au moins 30 pc des membres de l'UA ne paient pas leurs contributions, ce qui entraîne une perturbation des activités de l'organisation. Les contributions budgétaires sont souvent réparties en fonction de la force économique de chaque pays qui est basée sur le classement du Fonds monétaire international. Il a été reproché que les propositions de financement approuvées au Rwanda pourraient être contestées par certains Etats estimant qu'elles sont contre les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La vice-présidente de la Commission de l'UA, Kwesi Quartey, a déclaré aux journalistes que bien que le prélèvement de 0,2 pc pourrait être considéré comme une barrière commerciale, son application donnera à l'organisation l'accès à une source stable de fonds. "Il sera très difficile pour un Etat membre de s'opposer à sa mise en œuvre. Si ce prélèvement donne à l'UA le muscle financier, il devrait être mis en place", a déclaré Quartey. L'UA souhaite que l'imposition repose sur des produits admissibles provenant d'États non membres lorsqu'ils sont importés sur le territoire des membres de l'UA. Chaque pays doit ouvrir un compte étranger où le prélèvement sera dirigé. Le Kenya est l'un des pays qui ont ouvert le compte étranger pour recevoir le prélèvement à l'importation de l'UA. Le prélèvement à l'importation s'appliquera au coût de l'assurance et à la valeur du fret au port d'origine et à la valeur en douane à l'aéroport de départ. La vice-présidente a déclaré à la PANA qu'il était trop tôt pour discuter du budget de l'UA et qu'il fallait attendre jusqu'à la fin du Sommet. Pendant ce temps, le Sommet examinera le rapport du président rwandais, Paul Kagame, sur les formes de l'UA, qui est une nouvelle tentative de redéfinir les processus décisionnels au sein de l'organisation. Les formes de l'UA visent également une fusion proposée de certains départements de la Commission de l'UA pour la faire avancer. Les principales propositions étaient de fusionner le Département des affaires politiques de l'UA avec le Département de la paix et de la sécurité. Les responsables de la Commission de l'UA n'ont pas pris d'engagement sur la fusion proposée des deux départements, chacun dirigé par un commissaire. Les responsables de l'UA estiment que les deux départements sont cruciaux parce que le Département de la paix et de la sécurité arrivent souvent à intervenir après les élections présidentielles contestées.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});